

Méthodologie PAI (Principal Adverse Impacts)

Décembre 2023



Table des matières

1	Introduction	3
1.1	BLI - Banque de Luxembourg Investments	3
1.2	Cadre réglementaire	3
1.3	Objet et portée de la Méthodologie	4
1.4	Définitions	4
2	Définition PAI	5
3	Approche DNSH : prise en compte de PAI au niveau d'investissements individuels	6
3.1	Analyse et intégration des PAI (actions et obligations d'émetteurs privés)	6
3.1.1	Traitement des indicateurs chiffrés.....	7
3.1.2	Traitement des indicateurs binaires.....	9
3.1.3	Cas spécial : Obligations à impact	10
3.1.4	Traitement des données manquantes	10
3.1.5	Règles décisionnelles	10
3.2	Obligations d'émetteurs souverains	10
3.2.1	Méthodologie retenue au niveau de l'indicateur chiffré	11
3.2.2	Méthodologie retenue au niveau des indicateurs binaires.....	11
3.2.3	Traitement des données manquantes	11
3.2.4	Règles décisionnelles	11
3.3	Fonds d'investissement cibles	11
4	Considération des PAI au niveau des portefeuilles.....	11
5	Suivi des PAI au niveau de l'entité BLI	12
6	Revue et mise à jour de la Méthodologie	12
7	Informations légales	13

1 Introduction

1.1 BLI - Banque de Luxembourg Investments

BLI - Banque de Luxembourg Investments (« **BLI** », ou la « **Société** ») est une société de gestion et un gestionnaire de fonds d'investissement alternatif conformément au chapitre 15 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif telle que modifiée, dont l'agrément couvre, outre l'activité de gestion collective selon l'article 101 (2), également un ou plusieurs services prévus par l'article 101 (3) de la loi du 17 décembre 2010, et conformément à la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative à gestionnaires de fonds d'investissement alternatif.

BLI est une société anonyme de droit luxembourgeois détenue à 100% par Banque de Luxembourg, Luxembourg (« **BDL** »), elle-même faisant partie du groupe financier français Crédit Mutuel Alliance Fédérale (« **CM AF** »).

Dans le cadre de ses agréments et autorisations, BLI propose ses services à des fonds d'investissement (qu'ils soient initiés par BDL, par d'autres entités du groupe CM AF ou par des entités tierces) ainsi qu'à des clients institutionnels ou professionnels autres que des fonds d'investissement.

Pour la majorité des fonds d'investissement initiés par BDL ou d'autres entités du groupe CM AF, BLI assure la gestion du portefeuille. Pour la majorité des fonds d'investissement initiés par des entités tierces, BLI délègue la gestion de portefeuille à des entités dûment autorisées et proposés par les fonds d'investissement en question respectivement leurs initiateurs.

1.2 Cadre réglementaire

Les principaux impacts négatifs (principal adverse impacts ou « **PAI** ») constituent un concept clé de la réglementation européenne sur la divulgation des informations relatives à la finance durable. Il s'agit d'un des éléments phares du plan d'action de la Commission européenne sur la finance durable qui vise à fournir une plus grande transparence sur le degré de durabilité des produits financiers et dont l'objectif est de guider les investissements privés vers des investissements durables. Dans ce contexte et au sens de SFDR¹, les PAI sont définis comme *« les effets négatifs, importants ou susceptibles d'être importants sur les facteurs de durabilité qui sont causés, aggravés ou directement liés aux décisions d'investissement et aux conseils fournis par l'entité juridique »*.

Les PAI peuvent donc être considérés comme les conséquences négatives sur l'Environnement, le Social ou la Gouvernance des activités économiques dans lesquelles des investissements sont effectués.

Ce document résume la méthodologie de BLI en matière de prise en compte des principaux impacts négatifs

- i. dans le cadre des classes d'actifs suivantes
 - actions ;
 - obligations d'émetteurs privés ;
 - obligations d'émetteurs souverains ;
 - fonds d'investissement ; et
- ii. au niveau des titres individuels détenus par les Produits spécifiés en section 2 (les « **Produits** »), au niveau des Produits eux-mêmes et au niveau de l'entité BLI elle-même (la « **Méthodologie** »).

Ce document s'insère dans le cadre des dispositions spécifiées dans les documents contractuels et/ou précontractuels gouvernant les Produits. Il vise plus particulièrement à apporter des informations complémentaires, non contractuelles, aux dispositions spécifiées

¹ Le Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers.

dans les documents contractuels et/ou précontractuels gouvernant les Produits. Ce document s'adresse à toute personne investie dans un Produit ou intéressée à investir dans un Produit et s'intéressant à la Méthodologie appliquée par BLI.

Dans la mesure où la Méthodologie peut évoluer dans le temps en raison de facteurs divers (par exemple : des évolutions du cadre réglementaire, de la disponibilité de données pertinentes...), ce document peut évoluer sans que cette évolution ne se traduise nécessairement par une évolution des documents contractuels et/ou précontractuels gouvernant les Produits.

Toute personne investie dans un Produit ou intéressée à investir dans un Produit est dès lors invitée à consulter le site de BLI afin de prendre connaissance de la version actuelle de la Méthodologie.

1.3 Objet et portée de la Méthodologie

La Méthodologie a pour objectif de décrire l'analyse et la priorisation des principales incidences négatives définies dans le cadre de SFDR permettant de prendre en compte les impacts négatifs en matière de durabilité des activités des entreprises sélectionnées.

Elle décline la prise en compte des PAI à trois niveaux :

- Au niveau de titres individuels ayant des objectifs de durabilité pour montrer que ces derniers ne nuisent pas à d'autres objectifs de durabilité (ci-après « do no significant harm » ou « **DNSH** »).
- Au niveau des Produits prenant en compte les PAI
- Au niveau de la déclaration sur les principales incidences négatives (PAI Statement) de BLI suivant l'article 4 de SFDR concernant la publication d'informations concernant la prise en compte ou non des PAI en matière de durabilité à la suite de ses décisions d'investissement.

La Méthodologie résumée dans ce document s'applique aux produits suivants :

- Les fonds d'investissement (respectivement leurs compartiments) (i) dont le portefeuille est géré par BLI (donc à l'exclusion des fonds d'investissement (respectivement leurs compartiments) pour lesquels BLI agit en qualité de société de gestion ou de gestionnaire de fonds d'investissement alternatif mais dont la gestion du portefeuille est confiée à un tiers²) et (ii) dont les documents contractuels et/ou précontractuels indiquent que la Méthodologie s'applique ; et
- Tout autre produit (incluant également les mandats de gestion discrétionnaire) (i) pour la partie du portefeuille gérée par BLI et (ii) dont les documents contractuels et/ou précontractuels indiquent que la Méthodologie s'applique.

1.4 Définitions

Controverses	Une controverse indique l'implication d'une entreprise dans des incidents liés à des éléments extra-financiers et / ou financiers.
Exclusion	Une exclusion est le fait d'interdire dans un portefeuille la détention de titres d'une société en raison d'activités commerciales jugées contraires à l'éthique, préjudiciables à la société ou en violation des lois ou des règlements.
Gouvernance	Ensemble des règles, pratiques et processus par lesquels une entreprise est gérée (régie) et dont la gestion est supervisée.

² Pour ces produits, la méthodologie mise en place par le gestionnaire délégataire s'applique.

Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies	de	Les 17 objectifs de développement durable donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.
Pacte Mondial des Nations Unies (UN Global Compact)	des	Une initiative des Nations Unies visant à inciter les entreprises du monde entier à adopter une attitude socialement responsable en s'engageant à intégrer et à promouvoir plusieurs principes relatifs aux droits de l'homme, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.
Principes d'investissement responsable des Nations Unies (UN PRI)	des	Les six Principes fournissent un éventail d'actions possibles pour pouvoir incorporer les questions ESG dans les pratiques d'investissement.

2 Définition PAI

Afin d'identifier et d'évaluer les Principales Incidences Négatives en matière de durabilité, la Commission Européenne a déterminé 64 indicateurs de PAI classés par catégorie d'investissement : émetteurs privés (actions et obligations), souverains et investissements immobiliers.

Les indicateurs sont détaillés dans trois tableaux au sein de l'annexe 1 du Règlement Délégué (UE) 2022/1288³ (ci-après le « **Règlement Délégué** »).

- Le tableau 1 reprend les indicateurs à prendre en compte par les producteurs de produits d'investissement (14 pour les émetteurs privés, 2 pour les émetteurs souverains/paraétatiques et 2 pour les investissements immobiliers) ;
- Le tableau 2 reprend des indicateurs environnementaux supplémentaires (16 pour les émetteurs privés, 1 pour les émetteurs souverains/paraétatiques et 5 pour les investissements immobiliers) ;
- Le tableau 3 reprend des indicateurs sociaux supplémentaires (17 pour les émetteurs privés, 7 pour les émetteurs souverains/paraétatiques et aucun pour les investissements immobiliers).

Les producteurs de produits d'investissement sont obligés de prendre position par rapport aux indicateurs repris dans le tableau 1. Par ailleurs, ils devront choisir par catégorie d'investissement (émetteurs privés, souverains et investissements immobiliers) un indicateur environnemental ainsi qu'un indicateur social supplémentaires parmi les 46 indicateurs additionnels.

³ Règlement Délégué (UE) 2022/1288 de la Commission du 6 avril 2022 complétant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation détaillant le contenu et la présentation des informations relatives au principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » et précisant le contenu, les méthodes et la présentation pour les informations relatives aux indicateurs de durabilité et aux incidences négatives en matière de durabilité ainsi que le contenu et la présentation des informations relatives à la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales et d'objectifs d'investissement durable dans les documents précontractuels, sur les sites internet et dans les rapports périodiques.

3 Approche DNSH : prise en compte de PAI au niveau d'investissements individuels

L'article 2 (17) SFDR définit un cadre général pour les investissements durables. Ainsi l'investissement considéré durable doit se faire :

- Dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, permettant d'atteindre un objectif de durabilité
- Pour autant que :
 - l'investissement ne cause pas de préjudice important à aucun autre objectif de durabilité⁴ (DNSH) ; et que
 - les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

Ainsi la dimension DNSH fait partie intégrante de la définition d'un actif durable sous SFDR.

BLI se réfère aux PAI définis au sein de l'Annexe 1 du Règlement Délégué pour matérialiser le concept du DNSH au niveau des actifs durables.

Par ailleurs, BLI a choisi un indicateur environnemental et social pour les investissements d'émetteurs privés ainsi que souverains au sein des Tableaux 2 et 3 de l'Annexe 1 du Règlement Délégué.

La méthodologie relative à la prise en compte des PAI au niveau des investissements individuels pour les différentes classes d'actifs est décrite dans les prochains chapitres :

- Actions ainsi qu'obligations d'émetteurs privés (3.1.) ;
- Obligations d'émetteurs souverains (chapitre 3.2) ;
- Fonds d'investissement – Multigestion (chapitre 3.3).

3.1 Analyse et intégration des PAI (actions et obligations d'émetteurs privés)

Si les indicateurs à prendre en compte et à publier sont pour la majorité définis par la réglementation, la méthodologie d'analyse est laissée à la discrétion des sociétés de gestion. En effet, le concept du DNSH requiert la définition d'un cadre permettant de décider quand les indicateurs relevés d'un émetteur portent un préjudice significatif à un objectif de durabilité.

Les indicateurs repris au sein de l'annexe 1 du Règlement Délégué peuvent être regroupés en indicateurs chiffrés et en indicateurs binaires.

Ainsi, dans son analyse des 14 PAI obligatoires applicables aux émetteurs privés, BLI distingue 9 indicateurs chiffrés et 5 indicateurs binaires dont les critères et méthodes d'analyse vont différer également en fonction de leur catégorie. Par ailleurs, BLI a sélectionné un indicateur chiffré ainsi qu'un indicateur binaire supplémentaires.

Indicateurs environnementaux	Type d'indicateur
<i>Gaz à effets de serre (GES)</i>	
1. Emissions de GES	chiffré
2. Empreinte carbone	chiffré
3. Intensité GES	chiffré

⁴ Le concept du DNSH a pour objectif d'assurer que la recherche d'un objectif de durabilité ne nuit pas à un autre objectif de durabilité. Ainsi le DNSH ne s'applique pas aux PAI en lien avec l'objectif de durabilité d'un émetteur. Une recherche argumentée et documentée permettra de conclure que le PAI en question est en lien avec son objectif de durabilité.

4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	binaire
5. Part de la consommation et de la production d'énergie non renouvelable	chiffré
6. Intensité de la consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	chiffré
Biodiversité	
7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	binaire
Eau	
8. Rejets dans l'eau	chiffré
Déchets	
9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	chiffré
Indicateurs sociaux	
Questions sociales et de personnel	
10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	binaire
11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes susmentionnés	binaire
12. Ecart de rémunération entre les hommes et femmes non corrigé	chiffré
13. Mixité au sein des organes de gouvernance	chiffré
14. Exposition à des armes controversées	binaire
Indicateurs supplémentaires	
15. Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	binaire
16. Ratio de rémunération excessif	chiffré

3.1.1 Traitement des indicateurs chiffrés

Cadre général au niveau des indicateurs chiffrés

Pour chacun des indicateurs chiffrés obligatoires et supplémentaires retenus, BLI a défini des seuils à partir desquels il est considéré qu'il y a un « préjudice significatif » à un objectif de durabilité.

Afin de traiter toutes les entreprises équitablement, chacune est comparée avec ses pairs du même secteur GICS⁵ et de la même région géographique⁶. BLI fixe le seuil DNSH pour chaque indicateur chiffré à la limite du 5e quintile des valeurs de toutes les entreprises du même secteur et de la même région géographique.

Ainsi, un émetteur aura passé le test DNSH d'un PAI s'il se situe parmi les 80% des meilleurs émetteurs de son secteur et de sa région géographique.

⁵ La classification GICS (Global Industry Classification Standard), créée et mise à jour par Morgan Stanley (MSCI) et Standard & Poor's (S&P), est l'une des deux principales nomenclatures sectorielles utilisées dans le monde de la finance.

⁶ Régions retenues : Europe, Amérique du Nord, Japon, Pays Emergents et Global.

Evaluation DNSH gaz à effet de serre

Les PAI 1, 2 et 3⁷ de l'annexe 1 du Règlement Délégué se réfèrent aux émissions de gaz à effet de serre.

PAI 1 : 4 indicateurs⁸

- Emissions GES scope 1 ;
- Emissions GES scope 2 ;
- Emissions GES scope 3 ;
- Emissions GES scope 1+2+3.

PAI 2 : Empreinte carbone

PAI 3 : Intensité carbone

Pris individuellement, la teneur en informations de chacun de ces indicateurs est limitée. En effet, les grandes entreprises auront des émissions absolues de GES élevées qu'il convient à mettre en relation avec leur taille et leur chiffre d'affaires. A contrario, les petites entreprises peuvent avoir des émissions absolues faibles, mais de fortes intensités.

Compte tenu de ces considérations, BLI a décidé de combiner ces trois PAI afin d'évaluer le statut DNSH des émissions GES. Pour compléter ce modèle d'évaluation, le PAI binaire supplémentaire « Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone » est également considéré.

BLI applique la méthodologie décrite dans ce chapitre pour évaluer les différents indicateurs quantitatifs retenus au sein du modèle d'évaluation des émissions de GES : Ainsi, un émetteur aura réussi le test d'un indicateur s'il se situe parmi les 80% des meilleurs de son secteur et de sa région géographique.

Le PAI supplémentaire (binaire) se base sur le statut de l'émetteur suivant la Science-Based Target initiative (« SBTi ») et fournit une information supplémentaire pour décider si l'émetteur en question réussit l'évaluation DNSH gaz à effet de serre.

BLI a retenu le modèle de scoring suivant pour évaluer le statut DNSH GES

PAI	Indicateur	Score
Emissions GES	Emissions GES Scope 1	1
	Emissions GES Scope 2	1
	Emissions GES Scope 3	0,5 ⁹
	Emissions GES Scope 1+2+3	0,5
Empreinte Carbone	Empreinte Carbone Scope 1+2	1
Intensité Carbone	Intensité Carbone Scope 1+2	1
	Intensité Carbone Scope 1+2+3	0,5
Objectifs de réduction de GES	SBTi « Approved »	1

⁷ 1 : émission de GES ; 2 : Empreinte Carbone ; 3 : Intensité GES

⁸ Le calcul des émissions de gaz à effet de serre est catégorisé en 3 scopes : Scope 1 : émissions directes de gaz à effet de serre ; Scope 2 : émissions indirectes liées à l'énergie ; Scope 3 : autres émissions indirectes

⁹ En raison des imperfections quant à la collecte des données de scope 3, BLI a pris le parti de pondérer ces points de données avec un score de 0,5.

	SBTi « Committed »	0,5 ¹⁰
--	--------------------	-------------------

Afin de réussir le test DNSH sur les GES, un émetteur doit obtenir un score minimal de 3,5.

Dans le cas d'un émetteur ayant atteint un score de 3 points, une analyse de l'évolution de la tendance des émissions de GES en absolu (scope 1+2) sur les 5 dernières années est effectuée. Si cette tendance est baissière, l'émetteur se verra attribuer 0,5 point supplémentaire.

Scoring et test DNSH pour indicateurs chiffrés

Afin de trancher si un émetteur a réussi le test DNSH au niveau de l'ensemble des indicateurs chiffrés, BLI a recours à un modèle de scoring :

- Par PAI chiffré réussi, l'émetteur se voit attribuer un point ;
- Un émetteur qui réussit le test DNSH GES, se voit attribuer 4 points¹¹ ;
- Un émetteur ayant atteint un score minimal de 7 points sur 11 réussit le test DNSH au niveau des indicateurs chiffrés.

3.1.2 Traitement des indicateurs binaires

Les cinq indicateurs binaires obligatoires sont examinés individuellement. Les informations rapportées par les PAI binaires reflètent des concepts basiques que toute entreprise devra respecter afin de prétendre à une absence de préjudice significatif à un autre objectif de durabilité.

Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles

BLI exclut de son univers d'investissement :

- Les entreprises répertoriées sur la Global Coal Exit List (GCEL) ; et
- Les entreprises inscrites sur la Global Oil & Gaz Exit List (GOGEL) dont la production d'hydrocarbures provenant de gisements et techniques non conventionnels dépasse 25%¹² de leur production totale d'hydrocarbures.

Pour les actifs durables, le cadre des exclusions dans le domaine des énergies fossiles est encore renforcé (cf. Méthodologie Actifs durables de BLI, [lien](#)).

Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité

Les entreprises impliquées dans des controverses sévères et très sévères en lien avec la biodiversité sont exclues de l'univers d'investissement d'actifs durables de BLI¹³.

Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales

BLI a recours à deux indicateurs pour évaluer la conformité des émetteurs à ce PAI :

- UN Global Compact Compliance ; et
- Human Rights Compliance.

Ces indicateurs sont issus de la base MSCI ESG et permettent d'avoir une vue sur le statut des émetteurs en matière de respect des normes internationales. Seuls les émetteurs ayant

¹⁰ Le statut « committed » correspond à l'intention d'engagement d'une entreprise par rapport au modèle SBTi mais non-confirmé par l'initiateur. Une fois confirmé, le statut passe à « approved ». Le scoring prend en compte la différence de qualité des deux statuts.

¹¹ Le modèle d'évaluation DNSH GES regroupe en tout 4 PAI.

¹² Le seuil sera abaissé à 20% à partir du 1^{er} janvier 2024.

¹³ Appréciation selon le modèle MSCI ESG

passé avec succès ces deux indicateurs (valeur « pass » dans la base de données) réussissent le test DNSH.

Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes susmentionnés

BLI estime que le fait de ne pas disposer de politiques formelles en termes de conformité avec les normes internationales susmentionnées ne représente pas une condition suffisante pour statuer si un émetteur génère un « préjudice significatif » à un objectif de durabilité. C'est pourquoi BLI répertorie les entreprises n'affichant pas de politiques en la matière sans pour autant définir une règle décisionnelle éventuelle.

Exposition à des armes controversées

BLI exclut les armes controversées telles que les mines antipersonnel, les armes à sous-munitions, l'uranium appauvri, les munitions au phosphore blanc et les armes chimiques et biologiques de son univers d'investissement.

3.1.3 Cas spécial : Obligations à impact

BLI a développé une méthodologie d'analyse des obligations à impact (obligations vertes, sociales, durables...) et de catégorisation de l'utilisation des fonds accordés (financement de projets environnementaux et/ou sociaux).

Dans le cas où un émetteur rate un PAI alors que le projet financé par l'obligation à impact cible directement le PAI en question, BLI considère le PAI en question comme réussi pour l'émission.

3.1.4 Traitement des données manquantes

La pertinence d'un indicateur chiffré ou binaire est définie par un seuil de couverture au niveau du secteur/de la région concernés de minimum 40%. Si ce seuil n'est pas atteint, l'indicateur PAI ne sera pas considéré comme pertinent pour l'entreprise – indépendamment de la valeur affichée. Par ailleurs, si une entreprise ne publie pas de données sur un indicateur mais que la couverture du « marché » est supérieure à 40% alors le test DNSH sur le PAI concerné sera considéré comme raté.

3.1.5 Règles décisionnelles

Une entreprise est considérée comme ne portant pas préjudice significatif à un objectif de durabilité si elle réussit le test DNSH au niveau des indicateurs chiffrés ainsi que le test DNSH au niveau des indicateurs binaires.

3.2 Obligations d'émetteurs souverains

Le cadre retenu par BLI pour les émetteurs souverains et paraétatiques fait écho à celui appliqué aux émetteurs privés. Le concept du DNSH requiert également pour les émetteurs souverains de décider quand les indicateurs relevés d'un émetteur portent un préjudice significatif à un objectif de durabilité.

L'annexe 1 du Règlement Délégué définit deux indicateurs à analyser pour des émetteurs souverains. Par ailleurs, BLI a sélectionné un indicateur chiffré ainsi qu'un indicateur binaire supplémentaires.

Indicateurs obligatoires	Type d'indicateur
1. Emissions de GES par PIB	chiffré
2. EU Social Violation	binaire
Indicateurs supplémentaires	
3. Liberté d'expression	chiffré

3.2.1 Méthodologie retenue au niveau de l'indicateur chiffré

Pour l'indicateur chiffré retenu, BLI a défini les seuils à partir desquels il est considéré que le statut de « préjudice significatif » est atteint.

Afin de traiter les émetteurs souverains équitablement, chacun est comparé à ses pairs (pays développés / pays émergents). BLI définit le seuil DNSH pour l'indicateur chiffré à la limite du 5e quintile des valeurs des pairs. Ainsi, un émetteur aura réussi le test DNSH d'un PAI s'il se situe parmi les 80% des meilleurs émetteurs de sa catégorie.

La méthodologie retenue pour le cas spécial des obligations à impact d'émetteurs souverains est identique à celle mise en œuvre pour les obligations à impact d'émetteurs privés (cf. chapitre 3.1.3.).

3.2.2 Méthodologie retenue au niveau des indicateurs binaires

Les émetteurs impliqués dans des violations des droits sociaux et/ou de la liberté d'expression sont exclus de l'univers des actifs durables.

3.2.3 Traitement des données manquantes

La méthodologie retenue par rapport au traitement de données manquantes au niveau des émetteurs souverains est identique à celle mise en œuvre pour les émetteurs privés (cf. chapitre 3.1.4.).

3.2.4 Règles décisionnelles

Les règles décisionnelles retenues par rapport aux émetteurs souverains sont identiques à celles mises en œuvre pour les émetteurs privés (cf. chapitre 3.1.5.).

3.3 Fonds d'investissement cibles

En cas d'investissement dans des fonds d'investissement cibles, BLI se réfère à la définition de DNSH appliquée au sein des fonds d'investissement cibles, telle que décrite dans le document relatif à la Méthodologie Actifs Durables ([lien](#)).

4 Considération des PAI au niveau des portefeuilles

Si SFDR demande de décrire comment les PAI sont pris en compte au niveau des portefeuilles, la réglementation ne demande pas de prendre en compte le concept de DNSH. BLI interprète que l'objectif de la prise en compte des PAI au niveau des portefeuilles est de permettre aux gestionnaires de portefeuille de prendre des décisions d'investissement en connaissance de cause.

Les outils de BLI en la matière permettent aux gestionnaires de portefeuilles de :

- connaître l'état des PAI au niveau de leurs portefeuilles ;
- simuler l'état des PAI en cas de changements au sein du portefeuille.

Afin de juger l'état des PAI des portefeuilles, BLI a recours aux seuils DNSH décrits supra (déclinés par secteur et région). Comme les seuils DNSH diffèrent par région et par secteur, il faut procéder à une normalisation des données afin de les rendre comparables.

¹⁴ BLI a décidé d'appliquer cet indicateur uniquement après l'entrée en vigueur de la réglementation relative au Green Bond Standard. La date d'entrée en vigueur de la réglementation n'est pas connue à ce jour.

Les calculs effectués sont :

- Détermination de « l'écart par rapport au seuil DNSH » (en % par rapport au seuil DNSH) ¹⁵ ;
- Agrégation des valeurs au prorata de la pondération des titres au sein du portefeuille.

Les données sont regroupées au sein d'un tableau de bord permettant de connaître l'état des PAI au niveau des portefeuilles et de réaliser des simulations en cas d'achat de nouvelles positions ou de réallocations de portefeuille.

Cette approche est mise en œuvre pour tout type de portefeuille pour lequel BLI a déclaré prendre en compte les PAI dans les annexes au prospectus des Produits.

5 Suivi des PAI au niveau de l'entité BLI

Comme les stratégies d'investissement de BLI sont gérées selon une approche « bottom-up », les caractéristiques agrégées des portefeuilles sont des résultantes des décisions de gestion individuelles. Ainsi, la définition d'un cadre contraignant en termes de PAI au niveau de l'entité n'est pas pertinente. La méthodologie retenue consiste plutôt à agréger les données des portefeuilles des Produits concernés par la réglementation (article 8 et 9 SFDR). BLI s'assure du suivi de l'état des PAI à travers leur prise en compte systématique au sein des Produits classés sous l'article 8 et 9 SFDR et dont le portefeuille est géré par BLI.

En ce qui concerne les fonds d'investissement pour lesquels BLI agit en qualité de société de gestion ou de gestionnaire de fonds d'investissement alternatif mais dont la gestion du portefeuille est confiée à un tiers, les valeurs des PAI sont remontées par les gestionnaires délégués.

Au niveau de la société de gestion les données des PAI seront intégrées au sein du Portfolio Management System (PMS) et suivies sur base de :

- aperçus trimestriels ;
- rapport au niveau entité en deux sections, à savoir pour les portefeuilles gérés par BLI ainsi que ceux dont BLI est la société de gestion par délégation.

6 Revue et mise à jour de la Méthodologie

La Méthodologie sera amendée pour refléter d'éventuelles évolutions de la méthodologie de prise en compte des principaux impacts négatifs, d'éventuels changements organisationnels ou en cas d'évolutions législatives et réglementaires. Dans tous les cas, elle sera revue au moins une fois par an.

¹⁵ À titre Ce document n'a pas comme finalité de faire de la publicité sur ou de promouvoir un ou plusieurs produits financiers de type organisme de placement collectif. Ce document ne représente dès lors pas une communication publicitaire au sens du Règlement (UE) 2019/1156 du Parlement Européen et du Conseil du 20 juin 2019 visant à faciliter la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et modifiant les règlements (UE) no 345/2013, (UE) no 346/2013 et (UE) no 1286/2014.

d'illustration : une entreprise avec une valeur de PAI de 5 contre un seuil DNSH de 10 affiche un écart par rapport au seuil DNSH de 50%. A contrario, une entreprise affichant une valeur de PAI de 15 affiche un écart par rapport au seuil DNSH de 150%.

7 Informations légales

Ce document n'a pas comme finalité de faire de la publicité sur ou de promouvoir un ou plusieurs produits financiers de type organisme de placement collectif. Ce document ne représente dès lors pas une communication publicitaire au sens du Règlement (UE) 2019/1156 du Parlement Européen et du Conseil du 20 juin 2019 visant à faciliter la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et modifiant les règlements (UE) no 345/2013, (UE) no 346/2013 et (UE) no 1286/2014.

Toute reproduction de la Méthodologie est soumise au consentement écrit et préalable de BLI.
